

## **Les coupes budgétaires annoncées par la présidence de la Région Pays de la Loire menacent l'accès aux droits pour toutes et tous**

A la suite de la volonté gouvernementale de réduire de 40 millions d'euros le financement de la Région Pays de la Loire, soit 2% de son budget, la présidence de la Région a annoncé le 17 octobre 100 millions d'économies, soit 60 millions de plus que demandé par le gouvernement. Depuis, les annonces de coupes budgétaires se succèdent, dans le domaine de la culture mais aussi celui du social, de la solidarité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'environnement. Ces amputations sont tellement importantes (-45% pour le budget consacré à l'environnement, -73 % pour la culture, -75 % pour le sport, -93 % pour l'égalité femmes-hommes, suppression des aides aux missions locales d'insertion professionnelle des jeunes...) qu'elles menacent l'existence même de nombreuses structures et événements. Il apparaît que toutes ces annonces ont été faites sans concertation ni dialogue.

L'accès à la culture est directement mis en péril dans toute la région. En effet ce sont les subventions publiques qui permettent aux acteurs culturels d'exister et à toutes les habitantes et tous les habitants de bénéficier d'une ouverture vers le monde ; ce sont ces aides qui permettent de proposer des tarifs accessibles dans tous les domaines, théâtre, musique, cirque, danse, cinéma, accès aux livres ou aux musées.

Derrière les pseudo-arguments budgétaires, dont on peut mesurer la vacuité quand on sait l'apport de la culture à la richesse des territoires, se profile une attaque à caractère idéologique. C'est ainsi que Christelle Morançais a dénoncé le « monopole d'associations très politisées qui vivent d'argent public », visant à la fois la liberté d'expression et le service public que constitue le secteur culturel. Le projet serait-il de cantonner le financement de la culture et des emplois associés au bon vouloir de quelques mécènes, de restreindre la liberté d'expression ? De réserver l'accès aux biens et manifestations culturels à quelques privilégiés ? Comme le proclament les acteurs de la culture, « La culture n'est pas un luxe, c'est un droit ».

La liste des annonces des coupes budgétaires faite par le conseil régional s'allonge quotidiennement. Ces coupes brutales s'attaquent aussi à l'accès aux droits sociaux comme en témoigne le choix édifiant des associations touchées, parmi lesquelles les Missions locales, le Planning Familial, le CIDFF qui aide entre autres, les femmes victimes de violence et leurs enfants...

Cette fragilisation ou liquidation d'associations assurant des missions d'action sociale va avoir des conséquences dramatiques pour toutes les personnes éprouvées par les accidents de la vie. Elle met à mal le service public, ce fameux « patrimoine de ceux qui n'en ont pas » comme le formulait pertinemment Jaurès.

La LDH rappelle qu'une subvention est une reconnaissance de la part de la puissance publique d'un service lié à l'intérêt général.

Elle souligne que les réductions drastiques prévues par la présidence de Région et leur ciblage partial relèvent de choix idéologiques dont le caractère partisan est clairement énoncé par la présidente, Christelle Morançais.

Elle dénonce le caractère violent et dangereux de ces coupes budgétaires pour l'accès effectif aux droits économiques, sociaux et culturels et pour la cohésion sociale.

Elle appelle à rejoindre les mobilisations pour l'abandon de ce projet funeste

**novembre 2024**